



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA NIÈVRE

### Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel  
et des moyens

Guichet unique ICPE  
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46

Télécopie : 03 86 60 72 51

2011-P- 96

### ARRÊTÉ

mettant en demeure la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET-CARRIÈRES DE LA NIÈVRE de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-956 du 27 février 2008, l'autorisant à exploiter sur le territoire de la commune de SUILLY LA TOUR (Nièvre), une carrière de calcaire et ses installations annexes

**Le préfet du département de la Nièvre**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire du livre V et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement et notamment la rubrique 2510, concernant l'exploitation de carrières, et 2524, concernant les ateliers de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-P-956 du 27 février 2008, autorisant la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, à exploiter sur le territoire de la commune de SUILLY LA TOUR (Nièvre), au lieu-dit « Garenne de Verger », une carrière de calcaire et ses installations annexes,
- VU** la fiche des constatations établie par l'inspection des installations classées, en date du 3 septembre 2010,
- VU** les propositions de suites de l'inspection des installations classées, en date du 3 septembre 2010

**CONSIDÉRANT** que la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE est régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement par l'arrêté n° 2008-P-956 susvisé à exploiter une carrière de calcaire et ses installations annexes,

**CONSIDÉRANT** que selon l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté, la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE est autorisée à exploiter ses installations sous réserve du respect des dispositions prescrites par ledit arrêté,

**CONSIDÉRANT** que l'inspection réalisée au titre du code de l'environnement le 10 août 2010 fait ressortir que les activités sont exercées dans des conditions qui ne respectent pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral précité et, notamment pour ce qui concerne ses articles 1.7.2, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.4, 2.1.5, 2.1.6, 2.4, 5.1.5, 7.5.3, 7.6.1, 7.6.2, 8.1.1.3, 9.2.1 et 9.2.4,

**CONSIDÉRANT** que certaines non-conformités par rapport à la liste précédente ont déjà été signalées à l'exploitant, notamment au cours d'une précédente inspection réalisée le 24 octobre 2006,

**CONSIDÉRANT** le caractère dangereux, notamment pour l'environnement, que présente les installations du fait des manquements relevés par l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances,

**CONSIDÉRANT** que, selon l'article L.514-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS**

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, sise Hameau de Champcelée à SUILLY LA TOUR dans le département de la Nièvre, est mise en demeure de se conformer aux prescriptions réglementaires applicables à la carrière de calcaire et ses installations annexes qu'elle exploite au lieu-dit « Garenne de Verger », sur le territoire de la commune de SUILLY LA TOUR, et notamment à celles fixées aux articles listés ci-après de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-956 susvisé :

#### ***A compter de la notification du présent arrêté :***

• article 5.1.5 : arrêt du brûlage à l'air libre sur la carrière des déchets d'emballages de produits explosifs. Ces déchets devront être considérés comme dangereux et traités comme tels,

#### ***Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :***

• article 7.6.2 : faire procéder au contrôle des extincteurs par un organisme compétent. Ouvrir et renseigner un registre de vérification de ces équipements de sécurité ;

#### ***Sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté :***

• article 2.1.2 : mettre en place un bornage délimitant le périmètre de l'autorisation,

• article 2.1.3 : installer des panneaux d'information du public à l'entrée de la carrière et des panneaux signalant la sortie du site de part et d'autre de l'accès principal,

• article 2.1.4 : mettre en place une barrière suffisante à l'entrée principale interdisant tout accès à l'intérieur du site,

#### **ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SUILLY LA TOUR et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

#### **ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION**

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative aux responsables de la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- Madame le sous-préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le maire de SUILLY LA TOUR,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef de la subdivision de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 20 JAN. 2011

Le préfet

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ

- article 2.1.6 : mettre en place une signalisation au débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique signalant l'accès à cette voirie,
- article 2.4 : mettre à jour le plan de suivi de l'évolution de la carrière ;
- article 7.5.3 : placer sur rétention l'ensemble des stockages de produits liquides ou pâteux,

**Sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 8.1.1.3 : mettre aux normes les installations électriques en commençant sans délai par les installations et équipements présentant le plus de risques ;
- article 9.2.1 : faire réaliser par un organisme compétent des mesures sur la situation acoustique du site,

**Sous un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 7.6.1 : aménager une réserve d'eau d'incendie de 60 m<sup>3</sup>,
- article 9.2.4 : faire réaliser par un organisme compétent la mesure des vitesses particulières pondérées lors de tirs de mines,
- article 2.1.5 : aménager un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

**Sous un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 1.7.2 : procéder au démantèlement de l'ensemble des bâtiments, installations et équipements abandonnés et procéder à l'évacuation des déchets récupérés suivant une filière autorisée.  
Procéder également à l'évacuation des carcasses de véhicules hors d'usage, élingues inutilisées et, d'une manière générale, de toutes vieilles ferrailles ou alliages de métaux en suivant une filière autorisée.  
Les bordereaux de suivi des déchets et bons d'enlèvement seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 2- SANCTIONS**

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées aux articles précédents, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.